



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

Compte-Rendu

du Comité syndical Séance du 28 juin 2017

Le 28 juin 2017, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 22 juin 2017, s'est réuni, en séance publique à la Mairie du 4^{ème} arrondissement de Paris, 2 place Baudoyer 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	105
Nombre de délégués présents ou représentés :	63 dont 18 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Bruno TUDER (Bagneux), M. Alain LOPPINET (Bailly), Samuel BESNARD (Cachan), M. Yves FUCHS (Champigny-Sur-Marne), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Fatah AGGOUNE (Gentilly), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Philippe LEBEAU (Pantin), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), M. Yann WEHLING (Région Ile-de-France), Mme. Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-Sous-Bois), Mme. Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison), M. Alain GUETROT (Saint-Maurice), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Roland de HEAULME (Viroflay), M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Jean-Marc SZMARAGD.

Grand Paris Sud Est Avenir : M. Bruno HELIN

Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

Mathieu TELLIER (Aulnay-Sous-Bois), Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes), Vincent MEZURE (Bougival), Marc FEUGERE (Chatenay-Malabry), Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Laëtitia DEKNUDT (Le Pré Saint-Gervais), Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), Dominique LEBRUN (Saint-Cloud), Tiffany CULANG (Saint-Mandé), Safia LAMRAOUI (Vitry-Sur-Seine)

Suppléant sans voix délibératives :

M. Hervé WILLAIME (Cachan)

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Alain LOPPINET (Bailly) à Perrine PRECETTI, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme. Geneviève GAILLABAUD, M. Michel FAYE (Fontenay-aux-Roses) à Jacky BOULAY, M. Yves MENEL (Garches) à M. Dominique LEBRUN, M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine) à M. Yoann RISPAL, Boutaïeb KADDANI (Joinville-le-Pont) à M. Pascal TURANO, M. Christophe PAQUIS (Les Lilas) à M. Bruno TUDER, M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance) à M. Jean-Paul FAUCONNET, M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand) à M. Christophe BOISSIERE, M. Christian PAGE (Saclay) à M. Patrice PATTÉE, M. Hervé FLEURY (Versailles) à M. Richard DELEPIERRE, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve La Garenne) à M. Thierry-Michel ISOARD, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à M. Alain GUETROT.

Métropole du Grand Paris : M. Patrick OLLIER à Mme. Christine BRUNEAU

Grand Paris Seine Ouest : M. Hervé LIEVRE à M. SZMARAGD, M. Bernard ROCHE à Marie-France PARRAIN et M. Antoine DUPIN à Jean-Jacques PASTERNAK.

Grand Paris Sud Est Avenir : Mme. Khadija OUBOUMOUR à M. Bruno HELIN

Etaient excusés : M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), Mme. Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif)

Métropole du Grand Paris : Daniel GUIRAUD

Grand Paris Grand Est : Alain SCHUMACHER

Grand Paris Seine Ouest : M. Michel JIAUME, M. Gauthier MOUGIN

Vallée Sud Grand Paris : M. Rodéric AARSSE

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli chargée de communication, M. Malik SALEMKOUR directeur juridique des finances et de la commande publique, M. Matthieu FIERLING service qualité et exploitation des données, M. Sédik CHEKIR responsable comptable, M. Félix PERRIN exploitation des données d'exploitation, M. Pierre RAPEAU chargé de l'administration général.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 31 mai 2017
2. Délibérations :
 - Bilan d'activité 2016 de la CCSPL
 - Décision modificative n°1 du budget primitif 2017
 - Constitution d'un groupement de commandes entre le SIPPAREC et le SMAVM
 - Gratification des stagiaires
 - Retrait d'EPT et d'une collectivité du SMAVM
 - Adhésion de collectivité(s) au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib'
 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib'
 - Rapport 2016 du délégataire : présentation du rapport annuel
3. Points divers :

- Présentation du rapport d'activité du Syndicat
- Information sur le marché Vélib'

La Présidente a ouvert la séance à 15h et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Patrice PATTÉE est désigné comme secrétaire de séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 31 mai 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le P.V. de la séance du 31 mai 2017.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 31 mai 2017 est adopté à l'unanimité.

2 – Délibérations

2.1 - Bilan d'activité 2016 de la CCSPL (Délibération 2017 50)

L'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoit la création dans les régions, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, d'une Commission Consultative des Services publics Locaux. Ce même article prévoit que le/la Président(e) de la CCSPL présente à son assemblée chaque année un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Le bilan d'activité 2016 a été examiné par les membres de la CCSPL le 21 juin 2017. Il indique qu'une seule réunion s'est tenue sur cet exercice pour examiner le rapport d'activité 2015 du délégataire.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, Prend acte du bilan d'activité 2016 de la Commission Consultative des Services publics locaux.

2.2 - Décision modificative n°1 du budget primitif 2017 (Délibération 2017 51)

Le budget primitif 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017.

Dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la présidente peut procéder à des ajustements budgétaires. Compte tenu des discussions avec la DRFiP sur les modalités de fonctionnement de la Régie Vélib', il a été décidé à titre conservatoire de ne pas commencer les dépenses sur cette Régie. De ce fait, et compte tenu des dépenses nécessaires à la mise en place du service Vélib' dans un temps restreint, il est convenu que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier.

Ces augmentations de charges feront l'objet d'une refacturation du budget principal vers la Régie Vélib'.

De ce fait, il est nécessaire :

Pour le budget d'investissement,

- D'augmenter les dépenses du chapitre 21 « Immobilisations corporelles »,
- De diminuer les dépenses du Chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » afin de prendre en compte un ajustement des réalisations des stations.

Pour le budget de fonctionnement,

- D'augmenter les recettes du chapitre 70 « Produits des services du domaines et ventes diverses »
- D'augmenter les dépenses du chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés»

La Présidente, en l'absence de questions, soumet la délibération aux voix.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **Adopte**, la décision modificative n°1 du budget primitif 2017 comme suit :

Section d'investissement

Chapitre	Article	Mouvements	A déduire	A ajouter
21- Immobilisations corporelles	2181- Installation générale, agencement	Dépense		15 000,00 €
	2183- Matériel de bureau et informatique	Dépense		25 000,00 €
	2184- Mobilier	Dépense		10 000,00 €
204- Subventions d'équipement versées	2041- Bien mobiliers, matériel et études	Dépense	50 000,00 €	

Section de fonctionnement

Chapitre	Article	Mouvements	A déduire	A ajouter
70- Produits des services du domaines et ventes diverses	70841- Mise à dispo de personnel facturée aux budgets annexes	Recette		80 000,00 €
012- Charges de personnel et frais	64111- Personnel titulaire	Dépense		50 000,00 €
	64112- NBI, SFT et indemnité de résidence	Dépense		12 000,00 €

assimilés	6413- Personnel non titulaire	Dépense		3 000,00 €
	64451- Cotisations URSSAF	Dépense		7 000,00 €
	6453- Cotisation aux caisses de retraites	Dépense		8 000,00 €

2.3 - Constitution d'un groupement de commandes entre le SIPPEREC et le SMAVM (délibération 2017 52)

Le Syndicat Intercommunal de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) et le Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole ont de par leurs rôles respectifs, un certain nombre d'intérêts et de sujets convergents.

Les missions dévolues au SIPPEREC conduisent le Syndicat à développer une réflexion sur la faisabilité d'un dispositif juridique qui permettrait un emploi des bornes de recharge, considérées comme non rentables dans le cadre du contrat de concession Autolib', par le SIPPEREC.

Il convient donc de mettre en place un outil de collaboration entre le SIPPEREC et le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ayant pour objet l'étude et le développement d'installation de bornes de recharge et services connexes sur le domaine public francilien.

Le dispositif du groupement de commandes institué par l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, apparaît comme le montage juridique le plus pertinent pour engager une coopération ainsi qu'une mutualisation des procédures et études relatives au développement d'installation de bornes de recharge et services connexes sur le domaine public francilien.

Dans cette optique, il est proposé d'approuver le projet de convention constitutive d'un groupement de commande entre ces deux entités publiques.

Sur cette base, le SIPPEREC et le Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole concluront des conventions spécifiques afin de déterminer les modalités juridiques, techniques et financières de chacun des marchés publics à lancer.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **AUTORISE** la constitution d'un groupement de commandes auquel participeront le SIPPEREC et le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **AUTORISE** Madame la Présidente à signer la convention constitutive du groupement de commandes et les conventions spécifiques afférentes. Une première convention relative à l'étude d'opportunité pour le déploiement d'une offre de bornes de recharges sur le domaine public francilien sera conclue consécutivement à l'adoption de la présente délibération, **APPROUVE** les modalités financières telles que fixées par l'article 7 de la convention constitutive. Ces dépenses seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.

2.4 - Gratification des stagiaires (délibération 2017 53)

Par délibération 2013 001 du 14 février 2013, le bureau du Syndicat a décidé d'une gratification pour les étudiants de l'enseignement supérieur accueillis au sein du Syndicat pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation.

Depuis, les dispositions ont étendu cette gratification aux stagiaires de l'enseignement secondaire.

Le versement d'une gratification minimale à un stagiaire est obligatoire lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou si au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage se déroule sur une période de deux mois, consécutifs ou non. A cette somme peuvent notamment s'ajouter l'accès à la restauration collective ou les titres restaurant dont le stagiaire peut désormais bénéficier.

Lorsque le stage est inférieur ou égal à deux mois, le Syndicat peut décider de verser une gratification (non obligatoire) dont le montant et les conditions sont fixées par délibération.

Le montant minimal légal de la gratification d'un stagiaire, accordé en contrepartie de services effectivement rendus au Syndicat, est déterminé en fonction d'un pourcentage du plafond horaire de la sécurité sociale. En 2017, ce pourcentage correspond à 3,60 euros de l'heure.

Cependant, il est possible de prévoir une gratification supérieure, conditionnée par l'appréciation de l'autorité territoriale sur les services rendus.

Si la gratification ne dépasse pas le plafond horaire de la sécurité sociale, elle est exonérée de charges sociales. En revanche, au-delà de ce plafond, elle est soumise à cotisations et contributions sociales calculées sur la fraction excédentaire à ce seuil.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **DÉCIDE** d'instituer le versement d'une gratification des stagiaires de l'enseignement supérieur et secondaire accueillis au Syndicat que le stage soit d'une durée inférieure ou supérieure à deux mois avec un versement mensuel ; **DIT** que le montant de la gratification sera calculé en fonction du pourcentage du plafond horaire de la sécurité sociale et qu'il pourra, en fonction du travail à fournir, être au maximum, multiplié par trois ; **AUTORISE** la Présidente à mettre au point et à signer les conventions de stage à intervenir dans le cadre fixé par les textes en vigueur ainsi que l'accès à la restauration collective ou à l'attribution des titres restaurant ; **DIT** que la délibération 2013 001 du 14 février 2013 est abrogée ; **DÉCIDE** d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 12.

2.5 - Retrait de la commune de Buc (délibération 2017 54)

Par délibération 2015 34 du 9 novembre 2015, le Comité syndical a approuvé l'adhésion de la commune de Buc au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

La commune a versé la cotisation d'adhésion obligatoire calculée sur la base des 2 stations Autolib' et d'un montant de 4 000 euros.

Une convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib' a été signée le 29 octobre 2015 pour l'implantation de ces stations.

Des études techniques sur ces deux stations ont été réalisées et les frais d'études complémentaires pour le déplacement d'une des deux stations envisagées d'un montant de 4 000 euros n'ont pas été facturés à titre exceptionnel.

Au vu des discussions entre le délégataire et le Syndicat Autolib' Métropole, ces stations ont été mises en attente et, le conseil municipal de la ville a décidé, par délibération 2017-05-29/11, le 29 mai 2017, son retrait du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

La décision de retrait d'un membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués.

Il convient désormais de confirmer le retrait par une approbation concordante du Comité syndical.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le retrait de la commune de Buc du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** qu'il n'y a pas lieu de rembourser la commune de Buc de la somme versée au titre de la cotisation obligatoire d'adhésion, ni d'établir de convention d'indemnisation du Syndicat au titre d'un préjudice particulier subi par ce retrait.

2.6 Adhésion de Clamart au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib' (délibération 2017 55)

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** l'adhésion au SMAVM de la commune de Clamart, ainsi que le transfert de compétence de location de vélos en libre-service et l'adhésion à l'option Vélib'.

2.7 Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib' (délibérations 2017 56 à 2017 63 et 2017 65)

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le transfert de compétence de location de vélos en libre-service de : Aulnay-sous-Bois, Gennevilliers, Les Lilas, Montrouge, Nogent-sur-Marne, Saint-Cloud, Saint-Denis, Bourg-la-Reine et Levallois ; **APPROUVE** leur adhésion à l'option Vélib'.

2.8 - Rapport 2016 du délégataire (délibération 2017 64)

L'article L. 1411-3 du C.G.C.T. prévoit que le délégataire d'une DSP produise chaque année, à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Il doit permettre à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **PREND ACTE** du rapport d'activité du délégataire.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h45.

La Présidente,



Marie-Pierre de la Gontrie